


Consultation publique sur le projet de
décision relatif aux numéros du plan
national de numérotation commençant
par 080 et 081

*Réponse de la Fédération Française des
Télécoms*

La Fédération Française des Télécoms (ci-après dénommée "la FFT" ou "la Fédération") a souhaité par le présent document répondre à la consultation publique de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après nommée "Arcep" ou "l'Autorité" ou "le régulateur"). La structure de la réponse reprend les questions posées par le document publié par l'Autorité au mois de juillet 2009.



Question 1 : Partagez-vous le constat dressé par l'Autorité ?

Sur le constat proposé par l'Arcep, la Fédération souhaite souligner quatre points :

- (A) Accord avec l'ARCEP sur la nécessité d'un marché lisible et transparent qui correspond à l'engagement de ses membres
- (B) Nécessité de développer les infrastructures permettant d'offrir un service de qualité aux consommateurs et aux entreprises,
- (C) Existence d'une tranche 081 très utilisée sur un modèle économique éprouvé,
- (D) Proposition de prendre comme référence la valeur économique des communications vers les fixes ou vers les mobiles

(A) Comme l'ARCEP, les opérateurs estiment que le marché doit gagner en lisibilité et en transparence. Ils ont déjà pris des engagements applicables à court terme qu'ils proposent d'intégrer au constat de l'Autorité

La Fédération est convaincue qu'il ne peut y avoir de marché durable que s'il existe une confiance et une transparence mutuelle entre les opérateurs et leurs consommateurs. Ainsi, sur les Services Vocaux à Valeur Ajoutée, les membres de la Fédération sont convaincus que l'avenir de ce marché passe par un accroissement de la lisibilité de ces numéros et la qualité des services rendus.

C'est pourquoi, la Fédération ne peut que partager le constat dressé par l'Autorité sur la nécessité d'améliorer la lisibilité pour le consommateur.

C'est d'ailleurs dans ce sens que les membres de la Fédération ont pris des engagements sur les 080 et les 081. Depuis les mobiles, le prix de la communication (c'est-à-dire la partie C à laquelle s'ajoute dans le cas des 081 le prix du service) d'un appel à destination d'un numéro du type 080 est identique au prix d'un appel « normal » vers un numéro géographique. Ils se sont aussi engagés à en faire autant pour les numéros de la tranche 081 à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les engagements pris représentent un coût pour les opérateurs mobiles de 70 M€/an. C'est pourquoi la Fédération propose que cet engagement fort et ses conséquences soient intégrés au constat de l'Autorité.

(B) L'interconnexion indirecte est la solution la plus sûre pour garantir la qualité des services rendus aux éditeurs

Pour autant, dans l'intérêt du consommateur, il importe d'assurer la qualité des services rendus par les services vocaux à valeur ajoutée. C'est pourquoi, les propositions émises et les solutions retenues devront prendre également en compte des données techniques et notamment l'intérêt de l'interconnexion indirecte en matière de :

- Capacité à prendre en charge d'éventuels surcoûts d'acheminement (notamment depuis les DOM et les publiphones). Cette fonctionnalité est par exemple utilisée par la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) qui ne souhaite pas imposer de surcoûts à ses adhérents ultramarins ;
- Géolocalisation : l'architecture d'interconnexion directe présente en effet un risque de perte de fonctionnalités utilisant certains champs du protocole SS7 telles que la géo-localisation des appelants fixes du fait par exemple de l'acheminement du trafic via des cœurs de réseau IP. Cette fonctionnalité est notamment utilisée par SOS Médecins ;
- Résilience aux pics de charge. Cette fonctionnalité est par exemple utilisée par le Pôle Emploi, qui doit faire face à une concentration des appels pour la télé-actualisation des dossiers sur quelques jours tous les mois : 30% du trafic est concentré sur 3 jours.

Ce sont les propriétés techniques de ce modèle d'interconnexion (livraison au plus près de l'appelant) qui permettent de proposer, quel que soit l'opérateur de l'appelant, une qualité et des fonctionnalités particulièrement importantes pour des services de relation avec les consommateurs.

(C) Le 081 est le moins cher des services premium : il très utile et très utilisé

Les entreprises aujourd'hui, quand elles font le choix d'un 081, le font dans un souci d'offrir un service peu cher à leurs clients. Toutefois, lorsque la durée moyenne des appels est suffisamment courte, du fait de la structure mixte (prix par appel + prix par minute) du palier 081, elles peuvent effectivement bénéficier de la prise en charge par l'opérateur SVA de prestations à haute valeur ajoutée, voire de versements.

Le choix d'un numéro SVA par une entreprise pour un service donné est ainsi un compromis entre le prix qu'elle souhaite voir appliquer à l'utilisateur final et la part du service qu'elle veut pouvoir financer grâce à l'existence sous-jacente d'un flux financier interopérateurs.

Les numéros de la tranche 081 sont donc des numéros SVA engendrant des flux financiers inter-opérateurs au même titre que les autres numéros avec la seule particularité d'être associés au tarif le plus bas de la grille, lequel correspond aux prix d'une communication normale.

(D) La valeur économique d'une communication « normale » au départ des fixes est de 5 cent€/min.

La Fédération approuve la proposition de l'ARCEP de prendre comme référence la communication « normale » mais ne comprend pas pourquoi il faudrait nécessairement utiliser comme référence le « coût marginal » d'une communication à destination des numéros géographiques et non géographiques 09, alors qu'il est clairement établi par les économistes que la tarification « marginale » n'a rien de « normale » ou de soutenable, et constitue bien au contraire une exception.

En l'occurrence, l'analyse des données publiées par l'observatoire des marchés de l'Arcep permet de constater que le coût d'une communication « normale » au départ du fixe (5,16 c€/mn. Cf. annexe 1) est de fait proche de celui d'un 081 dont la moyenne est de 5,31 c€/mn (cf. §1 alinéa 2 page 11 de la consultation).

La Fédération propose donc de reconnaître le caractère « normal » du tarif 081 au départ des fixes.

Question 2 : Que pensez-vous des objectifs poursuivis par l'Autorité concernant les tranches 080 et 081 ?

Si La Fédération partage l'objectif de lisibilité et de visibilité souligné par le régulateur pour le consommateur sur les tranches 080 et 081, elle propose de rechercher une solution qui concilie au mieux le point de vue du consommateur et le point de vue économique des entreprises.

Les opérateurs estiment (A) qu'il est possible d'améliorer substantiellement la perception des consommateurs en adaptant la terminologie utilisée par les opérateurs et les éditeurs pour désigner les appels vers ces numéros. En outre, les membres de la Fédération proposent (B) d'apporter rapidement une solution aux entreprises en matière de numéro non surtaxé non gratuit, accessible sur des numéros courts ; préconisent (C) de ne pas perturber les usages légitimes existant en évitant de provoquer sur ces usages des chocs économiques inutiles, particulièrement en ce moment.

(A) Une solution simple pour améliorer la perception des consommateurs : abandonner la terminologie « appel local »

La Fédération propose d'améliorer rapidement la perception des consommateurs en abandonnant le terme « communication locale depuis un poste fixe », qui en effet, comme le souligne l'ARCEP, n'a plus vraiment de sens. **Le secteur pourrait par exemple utiliser dès 2010, une formulation du type « 6 centimes par minute + coûts de la communication mobile le cas échéant » pour désigner le tarif des tranches 0810 et 0811**, sans en changer le tarif actuel, à court terme. Cette formulation serait à la fois compréhensible pour le consommateur et conforme au plafond tarifaire défini par l'Arcep dans le plan de numérotation.

Par ailleurs, pour supporter les usages correspondant à des appels courts (téléalarme, monétique ...) et améliorer la lisibilité pour le consommateur, l'Autorité pourrait créer un palier de type « 10 centimes par appel » dans une nouvelle tranche – par exemple au format 0815.

(B) La Fédération propose également de se fixer un objectif de minimisation des chocs économiques imposés aux acteurs (opérateurs, entreprises) dans le choix de la solution :

La modification du tarif de l'ensemble de la tranche 081 pourrait en effet créer un choc économique de 50 M€ pour des entreprises non visées par la LME

D'après les propres chiffres de l'Autorité

- au moins 1,5 milliard de minutes sont écoulées annuellement vers des numéros longs au format 081 non visés par la LME¹, soit plus de 80% du trafic sur numéros longs, et probablement proportionnellement plus encore de numéros individuels concernés ;
- la recette minute moyenne d'un appel vers un numéro 081 est de 5,31 cent€/min TTC, soit 4,43 cent€/min HT.

Cette somme sert de base à l'établissement d'un flux-financier inter-opérateurs. Si ce flux financier devait être supprimé du fait de la modification unilatérale du palier (solution 1 proposée par l'Autorité), le choc économique serait de l'ordre de 50 millions d'euros par an, sans compter les coûts de renumérotation qui seraient imposés aux acteurs contraints de se déplacer vers des nouveaux paliers.

Il est possible que ce choc économique soit d'une ampleur supérieure au coût de renumérotation pour les acteurs visés par la LME dont les services sont actuellement dans la tranche 081.

C'est pourquoi, la Fédération suggère que l'Autorité s'attache à répondre dans un premier temps aux attentes du marché, création d'une nouvelle tranche non surtaxée et non gratuite, par exemple, avant d'imposer à tous ces acteurs une modification de grande ampleur.

(C) Répondre aux besoins du marché par la création au 1^{er} janvier 2010 d'une nouvelle tranche - à titre d'exemple 0807 - associée à un palier tarifaire non surtaxé et non gratuit.

Un tel mouvement correspond à une attente réelle des entreprises souhaitant disposer de numéros d'appel non surtaxés, permettant de disposer de services d'acheminement avancés (traitement de pics d'appel ...) et dont elles ne devraient pas supporter la plus grande partie des coûts d'acheminement.

Ce palier devrait permettre à la tranche de numéros associés de bénéficier de l'appellation « non-surtaxée ».

Comme établi précédemment, si son tarif au départ du fixe est inférieur à 5 cent€/min, ce plafond tarifaire ne reflètera pas le prix d'une communication fixe sur le marché de détail français.

En outre, dans le cadre de l'évolution cible des SVA à horizon 2012, la mise en place d'une composante C pour les appels depuis les fixes à destination des numéros SVA se ferait sans impact économique pour les entreprises utilisant cette nouvelle tranche.

¹ Sur les 2,5 Gmin observées en 2008, il convient de retirer les hotlines opérateurs (qui sont sur des numéros courts) et une partie des services B2C qui sont effectivement visés par la loi LME.

Question 3 : Quels commentaires pouvez-vous faire sur les évolutions proposées par l'Autorité concernant les numéros 080 ?

L'Arcep souhaite que la tarification de détail des appels depuis les mobiles à destination d'un numéro de la tranche 080 soit similaire au prix d'un appel depuis un mobile à destination d'un numéro géographique situé sur le territoire métropolitain.

Comme indiqué dans la réponse à la question 1, les membres de la Fédération ont pris des engagements sur les 080. Depuis les mobiles, le prix de la communication (c'est-à-dire la partie C) d'un appel à destination d'un numéro du type 080 est identique au prix d'un appel « normal » vers un numéro géographique. Cette proposition répond aux attentes de l'Arcep.

En ce qui concerne, l'inclusion ou non de ces appels dans les plages d'abondance illimitée, la Fédération souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur les conséquences d'imposer aux opérateurs d'inclure **les numéros non-interpersonnels** – qui sont en général des puits d'appel (numéros engendrant un trafic sortant important et un trafic entrant très faible) - dans les plages d'abondance des offres qu'ils proposent. En effet, si l'intégration dans les plages d'abondance de certaines destinations devait être imposée, les opérateurs seraient légitimes à percevoir une rémunération raisonnable pour l'usage de leur réseau auprès des opérateurs appelés.

La facturation de ces sommes aux entreprises utilisatrices de la tranche 080 conduirait à **modifier substantiellement l'équilibre économique de cette tranche, en imposant aux entreprises un choc économique de plusieurs dizaines de millions d'euros par an.**

Par ailleurs, la Fédération s'interroge sur les fondements juridiques d'une décision qui, au seul motif de la protection du consommateur dans le cadre de l'exercice des pouvoirs conférés à l'Autorité par le législateur concernant le plan national de numérotation, viserait à une régulation des tarifs de détail.

Question 4 : Quelle option privilégiez-vous pour l'évolution des numéros 081 ? Quels éléments qualitatifs et quantitatifs pouvez-vous apporter à l'appui de ce choix ?

Les membres de la Fédération estiment que : (A) le scénario 1 proposé par l'Autorité, conduirait à la désertion de la tranche 081 au détriment des entreprises et des consommateurs (B) Le scénario 2 souffre d'un déficit de lisibilité, puisqu'il n'est pas défini en termes de flux financiers interopérateurs et que son évolution lors du passage au C+S n'est pas définie non plus. La FFT propose donc (C) le maintien des conditions économiques actuelles pour la tranche 081 et la création à court terme d'un palier tarifaire non surtaxé dans une nouvelle tranche 080X.

(A) Le scénario 1 proposé par l'Autorité, conduirait à la désertion de la tranche 081 au détriment des entreprises et des consommateurs

Concernant les usages BtoC, la tarification de détail envisagée par l'Arcep dans le cadre de cette option (i.e. prix d'une communication vers les numéros géographiques) ne permettrait en effet pas de couvrir l'intégralité des coûts de communication SVA (qui sont des puits d'appel et dont la structure de production est plus onéreuse que celle d'un appel interpersonnel). Le reliquat serait donc à la charge des entreprises qui seront conduites à désertir la tranche 081 au profit de tranches proposant de meilleures conditions économiques (09 ou 082).

Concernant les usages MtoM, aucun des acteurs ne souhaitera demeurer sur cette tranche.

Comme expliqué supra, le choc économique pour les entreprises non visées par les lois Chatel et LME serait de l'ordre de 50 M€ par an. Ce scénario risque donc in fine de tourner au détriment du consommateur.

(B) Le scénario 2 souffre d'un déficit de lisibilité puisqu'il n'est pas défini en termes de flux financiers interopérateurs et que son évolution lors du passage au C+S n'est pas définie non plus.

Le CGIET a remis à l'Arcep en décembre 2008 un rapport recommandant le passage de l'ensemble des SVA à un format de type C+S. L'Arcep a, à de nombreuses reprises, affirmé qu'elle estimait pertinente cette évolution à terme.

Malheureusement, le scénario 2 tel que décrit par l'Autorité ne définit pas les conditions de passage du palier ainsi défini au format de type C+S. Or, les opérateurs et plus encore les entreprises ont besoin de visibilité à un terme suffisamment long pour pouvoir faire des arbitrages, notamment en matière de choix de numéro.

Comme proposé précédemment, les membres de la Fédération estiment que le scénario 2 serait plus adapté s'il était mis en œuvre sur une nouvelle tranche. En outre, dans le cadre de l'évolution cible des SVA à horizon 2012,

la mise en place d'une composante C pour les appels depuis les fixes à destination des numéros SVA se ferait sans impact économique pour les entreprises utilisant cette nouvelle tranche.

Il est également rappelé que le plafond tarifaire de cette tranche ne reflète pas le prix d'une communication fixe sur le marché de détail français.

(C) La FFT propose le maintien des conditions économiques actuelles pour la tranche 081, suggère la création à court terme d'un palier tarifaire non surtaxé dans une nouvelle tranche au format 080 et d'un palier tarifaire de 10 centimes d'euro par appel dans une nouvelle tranche au format 081.

- La Fédération propose le maintien à court terme du tarif et des conditions économiques relatifs à la tranche 081.

En effet toute évolution proposée aujourd'hui sur la tranche 081 serait très probablement remise en cause avant même sa mise en œuvre, lorsque les mécanismes qui seront retenus pour la réforme d'ensemble des numéros SVA auront été identifiés. La Fédération propose par conséquent de définir préalablement l'objectif cible vers lequel les numéros SVA devront évoluer (en particulier les différents paliers tarifaires de type C+S) afin d'éviter les réformes successives et de procéder simultanément au passage vers le système cible.

En outre, une baisse du tarif des numéros 081 pénaliserait fortement les services utilisateurs de cette tranche sans aucune justification valable. En effet, la grande majorité de ces services n'a aucune obligation d'être accessible via un numéro non surtaxé. La Fédération propose donc de ne pas imposer une baisse tarifaire de cette tranche si le seul motif est d'en faire une tranche « non surtaxée ».

- Création d'un palier à 10 centimes par appel

Pour contribuer à l'amélioration à terme la lisibilité tarifaire pour les usages portés actuellement par les appels courts sur la tranche 081 (par exemple télésurveillance ou monétique) la FFT suggère la création d'un palier tarifaire à 10 centimes d'euros par appel, associé à une nouvelle tranche au format 081.

Afin de permettre aux entreprises de faire le choix de ce palier en toute connaissance de cause, il importe que, dans le cadre de l'évolution cible des SVA à horizon 2012, la mise en place d'une composante C pour les appels depuis les fixes à destination de ces numéros se fasse sans impact économique pour les entreprises utilisant cette nouvelle tranche.

- Nouveau palier tarifaire non surtaxé dans la tranche 080X

Pour répondre au besoin des entreprises en matière de numéros non surtaxés, la FFT recommande la création d'un nouveau palier tarifaire associé à la

tranche 080X qui permette de couvrir tout ou partie des frais d'acheminement des appels par le montant payé par le consommateur.

Cela conduirait à la situation suivante :

Tranche	Tarif maximal appliqué à l'appelant depuis les réseaux fixes	Tarif maximal appliqué à l'appelant depuis les réseaux mobiles en sus du tarif d'une communication normale *
080 sauf 080[x]	0€/min	0€/min
080[x]		
081	≤0,06€/min	≤0,06€/min
0815	≤0,10€/appel	≤0,10€/appel

* L'Autorité peut prendre acte de l'engagement des opérateurs mobiles membres de la Fédération de décompter, pour les appels vers les numéros au format 080 et 081, ces communications des forfaits, hors plages d'abondance.

Question 5 : Que pensez-vous de la date du 1^{er} janvier 2011 pour la mise en œuvre du nouveau tarif pour les numéros 081 ?

Question 6 : Souhaitez-vous l'adoption d'une première phase en 2010 ? Estimez-vous nécessaire d'ouvrir les blocs de numéros au nouveau tarif choisi pour les 081 dès 2010 ?

La Fédération a défini ses propositions en fonction des principes suivants :

- Principe de visibilité pour les acteurs : l'ensemble des acteurs, notamment les éditeurs de SVA sur les tranches concernées par la consultation et également plus largement sur l'ensemble des tranches de 08 ont construit un modèle économique qu'ils espèrent pérenne. Les consommateurs ont également ce même besoin de visibilité.
- Besoin de stabilité du marché : la structure économique du marché du SVA et plus particulièrement dans le cas présent la stabilité de la tranche 081 ne permettent pas de modifications profondes dans des délais courts.
- Eviter les chocs économiques : toute décision concernant ces tranches aura un impact économique. Il importe d'évaluer au préalable les impacts voulus et collatéraux et de comparer la pertinence des choix à l'objectif poursuivi.

Dans le respect de ces principes, la solution préconisée par la Fédération pourrait être mise en œuvre de façon rapide.

A contrario, **si l'Autorité décidait une modification tarifaire d'ampleur importante, il importerait que le délai de mise en œuvre soit allongé à trois ans.** Ce délai est nécessaire pour permettre à chaque entreprise utilisatrice d'un SVA dont le tarif serait modifié de changer de numéro et de mettre à jour sa communication autour de ce nouveau numéro. Il s'impose aussi pour modifier l'ensemble des conditions contractuelles des acteurs de la chaîne de valeur concernés.

Rappelons que par les décisions 98-1046, 01-1050 et 05-1085, l'Autorité avait accordé un délai initial de 3 ans, in fine prolongé à 4 puis 9 ans, pour permettre aux exploitants d'équipements de télésurveillance de migrer leurs équipements sur des tranches 0801, 0802 et 0803 vers les tranches 081 et 082.

La Fédération attire également l'attention de l'Autorité sur la nécessité de ne pas multiplier les périodes de transition qui désorganiseraient l'économie du secteur et augmenteraient la confusion pour le consommateur. A cet égard, **il importe que les évolutions envisagées et susceptibles d'avoir un effet à long terme soit conduites de façon cohérente avec l'évolution cible des SVA** que l'Autorité et le CGIET ont appelé de leurs vœux.

Question 7 : Disposez-vous d'éléments quantitatifs permettant de compléter les données et volumes et d'usages dont dispose l'Autorité sur les tranches concernées ? En particulier, quelles informations récentes pouvez-vous apporter concernant la tranche 081, et notamment sur l'évolution des volumes depuis 2006 ?

La Fédération n'a pas d'autres éléments à apporter que ceux communiqués par ses membres à l'Autorité, ou formulés ci-avant.

Question 8 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l'impact de la modification du tarif de la communication depuis les réseaux mobiles ?

L'Autorité pourrait utilement intégrer dans son constat les conséquences des engagements importants pris par les opérateurs à court terme relatifs aux tranches 080 et 081.

Question 9 : Disposez-vous d'éléments concernant l'impact d'une modification du tarif de la tranche 081 ? En particulier, quels sont les principaux éléments dont l'Autorité doit tenir compte dans sa décision ?

La Fédération n'a pas d'autres commentaires que ceux présentés plus avant dans le document

Annexe 1 : Justification du calcul de la valeur de marché des communications au départ des accès fixes et à destinations des numéros géographiques nationaux

Nous établissons ici, à partir de données directement tirées d'informations publiques (observatoire des marchés de l'ARCEP et prix de détail des principales offres de détail sur les marchés fixes) que la valeur de marché d'une communication « normale » départ fixe était en 2008 de l'ordre de 5,14 cent€/min TTC

ligne	donnée	unité	source/calcul	2007	2008	Valeur de marché en €TTC/mois
1	Revenu des communications nationales RTC	M€	observatoire	2 370	2 088	
2	Volume des communications nationales RTC	Mmin	observatoire	56 234	47 740	
3	Valeur de marché HT des communications RTC	c€/min	ligne (1) / (2)	4,21	4,37	
4	Revenu des accès multiservices (Haut Débit + VoIP)	M€	observatoire	4 576	5 447	
5	nombre d'abonnements à internet haut débit	Maccès (parc moyen)	observatoire	14 552	16 956	20 €
6	dont sur lignes xDSL sans abonnement RTC	Maccès (parc moyen)	observatoire	4 356	7 126	15 €
7	nombre d'abonnement à des services téléphonique sur accès IP (DSL, câble)	Maccès (parc moyen)	observatoire	9 282	13 210	15 €
8	Proportion des revenus "Triple play" allouables à la VoIP	%	calcul *	28,1%	30,8%	
9	Part des revenus des abonnements "Triple play" allouables au service de VoIP	M€	ligne (4) / (8)	1 286	1 676	
10	Volume des communications nationales IP	Mmin	observatoire	28 472	39 815	
11	Valeur de marché HT des communications VoIP	c€/min	ligne (9) / (10)	4,52	4,21	
12	Valeur de marché HT d'une communication vers les fixes	c€/min HT	ligne (1+9) / (2+10)	4,32	4,30	
13	Valeur de marché TTC d'une communication vers les fixes	c€/min TTC		5,16	5,14	

Ce chiffre est obtenu de la façon suivante

- On calcule d'abord la valeur de marché des communications au départ du réseau téléphonique commuté de France Télécom (téléphonie fixe classique, ouverte à la concurrence par la sélection du transporteur depuis 1998).

Cette valeur s'établit à 4,37 cent€/min HT en 2008, elle correspond à la division du revenu des communications nationales RTC (2 088 M€ en 2008) par le volume de trafic écoulé sur ces offres (47 740 millions de minutes)

- On calcule ensuite la valeur de marché des communications au départ des « box », de la façon suivante
 - On détermine le revenu pour les opérateurs des accès multiservices (offres combinant tout ou partie des trois composantes (A) internet + TV basique, (B) communications illimitées vers les fixes métropolitains et (C) abonnement). Ce revenu était en 2008 de 5 447 M€²
 - On utilise comme clé d'allocation de ce revenu aux trois composantes la valeur de marché de chacune de ces 3 composantes.
 - Un accès internet+TV « sec » se commercialise à environ 20 € TTC/mois³
 - Un abonnement téléphonique se commercialise à environ 15 € TTC/mois

² Somme des revenus des rubriques « dont revenus des abonnements à la VoIP » en section 2.2.1 et « Revenus / accès à haut débit » en section 2.4. La distinction entre ces deux chiffres n'étant pas normalisée, seule la somme des deux – qui correspond aux revenus total des offres multiservices – à un sens économique précis.

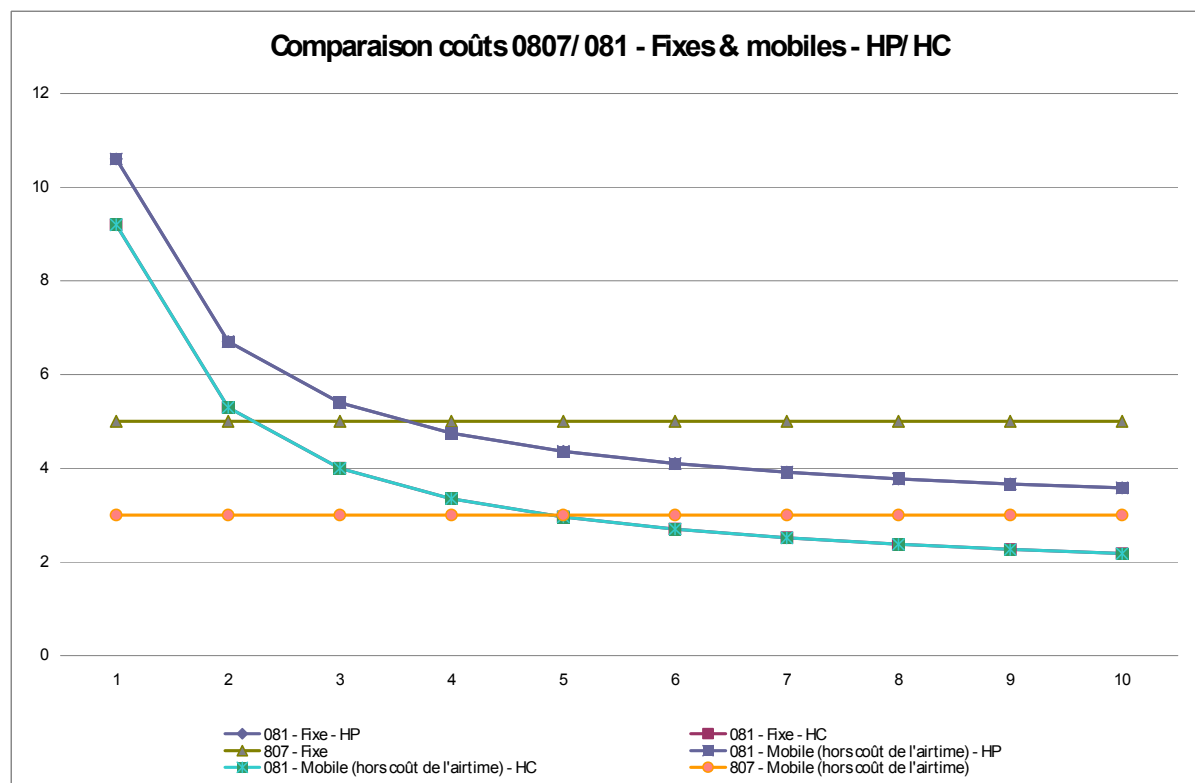
³ Par exemple chez SFR : 15 €TTC par mois en zone dégroupée ou 20 € TTC par mois en zone non dégroupée + 3 € TTC par mois de location de la « box »

- Une offre de trafic illimité vers les fixes, à environ 15 € TTC/mois⁴
- Selon les opérateurs, ces chiffres peuvent varier, mais le rapport entre ces trois composantes reste sensiblement constant.
- Ainsi, en 2008
 - si les 16 956 milliers d'accès à internet commercialisés en moyenne sur l'année l'avait systématiquement été en tant qu'offre d'internet « sèche », leur valeur aurait été de 3 402 M€ HT, les 7 126 milliers d'abonnement aurait été commercialisés à 1 072 M€ HT, et les 13 210 milliers d'accès VoIP avec communications illimités vers les fixes l'aurait été commercialisés à 1 988 M€ HT.
 - En réalité, au lieu de payer la somme de ces 3 chiffres, soit 6 463 M€ HT, les consommateurs ont bénéficié d'une remise moyenne de 16%, et les revenus des opérateurs ont été de 5 447 M€ HT, tels qu'identifiés dans observatoire.
 - On peut donc considérer qu'en termes de valeur économique sur le marché, 52,6% (3 402/6 463) des revenus des offres multiservices sont allouables au seul service internet/TV ; 16,6% à l'abonnement ; et 30,8% aux communications illimitées vers les numéros fixes géographiques métropolitains.
- Ceci conduit à allouer 1 676 M€, parmi les 5 447 M€ des revenus des offres multiservices, aux communications illimitées vers les fixes. Comme par ailleurs le volume écoulé sur la VoIP était en 2008 de 39 815 millions de minute la valeur moyenne d'une communication fixe au départ d'une box était de 4,21 cent€/min HT.
- Au final, sur le marché fixe + multiservice, la valeur économique d'une communication fixe était en 2008 de 4,21 cent€/min HT - soit 5,14 cent€/min TTC.

⁴ Par exemple chez SFR, l'offre abonnement fixe + communications métropolitaines et certaines communications internationales illimitées est à 29,90€ TTC/mois

Annexe 2 : impact de la durée des communications sur le coût par minute d'un appel au tarif Azur

Comme le montre la figure ci-dessous, l'incorporation de la charge d'établissement d'appel du tarif Azur dans un tarif 081 rénové aura pour conséquence de rendre moins chers les appels courts et plus chers les appels longs.



Comme le montre la figure ci-dessous, au tarif Azur actuel, les appels courts sont chers à la minute (un appel machine à machine dure en moyenne 40 secondes et coûte en moyenne 10 centimes, ce qui correspond à 15 centimes par minute).

En revanche, un appel vers un service client B2C, d'une durée moyenne légèrement supérieure à 3 minutes, est tarifé, à partir des réseaux fixes, à un prix moyen par minute comparable au tarif moyen des communications nationales à partir des réseaux fixes.

